



# La définition du mot "forêt"



# La définition du mot “forêt”

## Introduction

Quand nous traitons un sujet comme « *la définition de forêt* », ce qui nous frappe d'entrée de jeu c'est le fait que, bien qu'il existe beaucoup de définitions de forêt en différents endroits du monde, il y a une définition, au caractère plus officiel et international, à laquelle se réfèrent bien des gouvernements nationaux, bien des institutions et d'autres organismes et organisations. Il s'agit de la définition de la forêt par la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Bien sûr, on s'imagine qu'une définition du mot forêt requiert la contribution non seulement de spécialistes, comme des biologistes, des écologistes et des ingénieurs forestiers, mais aussi la connaissance profonde propre aux personnes qui vivent dans la forêt ou en dépendent.

Or, la façon dont la FAO a défini la forêt ne nous permet pas d'y entrevoir la moindre participation de ces peuples, ce qui pose une série de problèmes. Il convient de remarquer que la FAO ne vit pas dans la forêt ; bien au contraire, son siège principal est situé dans la ville de Rome, capitale de l'Italie.

## Qu'est-ce que la FAO et comment définit-elle la forêt ?

La FAO a été créée en 1945 et, selon sa page web, « *joue un rôle de chef de file dans les efforts internationaux de lutte contre la faim* ». Pour cela, « *La FAO, qui est au service à la fois des pays développés et des pays en développement, est une tribune neutre au sein de laquelle tous les pays se réunissent sur un pied d'égalité [...]* »<sup>1</sup>. Cela signifie-t-il, alors, que sa définition de la forêt réunit la diversité de visions et d'opinions des pays membres et, surtout, celles des peuples qui habitent les forêts et des autres spécialistes forestiers de ces pays-là ?

Cela fait des années que la FAO définit la forêt comme « *des terres occupant une superficie de plus de 0,5 hectare avec des arbres atteignant une hauteur supérieure à cinq mètres et un couvert arboré de plus de 10 %, ou avec des arbres capables d'atteindre ces seuils in situ* »<sup>2</sup>. Cette définition attire notre attention pour plusieurs raisons.

---

<sup>1</sup> <http://www.fao.org>

<sup>2</sup> <http://www.fao.org/docrep/006/ad665e/ad665e06.htm>

En premier lieu, elle nous conduit à la question suivante : pourquoi cette définition considère-t-elle les seuls arbres, et pas les autres êtres et organismes vivants comme les plantes, les insectes, les mammifères, les reptiles, les oiseaux et, aussi, les peuples de la forêt, comme parties intégrantes de la forêt ?

En second lieu, la définition – en plus de se limiter à la présence d’arbres – détermine aussi la hauteur et la densité des arbres ainsi que la superficie minimale de la parcelle suffisante pour que celle-ci soit considérée comme forêt. A partir de cette définition, les forêts d’Amazonie, du bassin du Congo, d’Indonésie, de Malaisie et d’autres pays tropicaux, avec leur énorme diversité et leur richesse en êtres vivants et en espèces sont évidemment considérées comme des forêts.

Pourtant, la définition de la FAO permet aussi de considérer comme des « forêts » les millions d’hectares de plantations d’eucalyptus, de pins et d’autres essences en régime de monoculture, qui se développent de plus en plus dans ces mêmes pays et dans d’autres de l’hémisphère Sud, ce qui comporte l’expulsion des populations indigènes et paysannes et d’autres effets négatifs pour elles, d’ordre écologique, social, culturel et économique.

## **Quels facteurs déterminent la façon dont la FAO définit la forêt ?**

Nous observons que la définition que donne la FAO de la forêt est très éloignée de ce que propose le bon sens à ce propos. Il ne s’agit pas non plus d’une définition dont le but serait de faire prendre conscience de la complexité de l’écosystème qu’est la forêt. La conclusion la plus évidente est que la manière dont la FAO définit la forêt doit intéresser quelqu’un ou un groupe quelconque d’intérêts.

Cette définition intéresse-t-elle les peuples de la forêt ? C’est un fait que presque tous ces peuples utilisent le bois pour construire des canoës, des cases, des clôtures, etc. Or, comme nous le verrons plus avant, l’importance de la forêt ne réside pas seulement là pour eux.

Cependant, il y a un groupe d’acteurs que seul le bois intéresse : les entreprises forestières et celles qui utilisent le bois comme matière première pour l’industrie de la pâte et du papier. Elles ont encouragé la destruction des forêts naturelles dans leur boulimie de bois, et investissent chaque jour davantage dans des plantations industrielles d’arbres à croissance rapide en régime de monoculture.

Pour ce secteur industriel, l’importance d’une forêt naturelle consiste uniquement en la présence d’arbres, car le reste n’a aucune valeur économique. Avec les restrictions croissantes qui s’appliquent à la coupe d’arbres dans les forêts primaires, la plantation d’arbres à croissance rapide sous forme de monoculture est devenue très intéressante pour ce secteur, qui a aussi pour objectif d’obtenir une productivité de

bois supérieure, et qui œuvre en même temps pour que la fabrication de pâte, de papier, de charbon végétal, etc., soit assez lucrative.

Le domaine de connaissance qui étudie ce type de plantation s'appelle sylviculture. Cette dernière s'est développée en Europe il y a plus de 200 ans. Ses caractéristiques inhérentes – être focalisée sur la productivité de bois, être pratiquée sous forme de monoculture et en plein champ – ont fait que ce secteur soit toujours très proche des grandes fabriques de pâte et de papier, des universités et des institutions agricoles d'État.

Il n'est donc pas surprenant que la sylviculture soit un thème traité par la FAO : « *La FAO a pour mandat d'aider les pays en développement et les pays en transition à moderniser et à améliorer leurs pratiques agricoles, sylvicoles et halieutiques et à garantir à tous les citoyens une alimentation saine* » (souligné par nous).

En même temps, la FAO maintient une étroite relation avec l'industrie du papier et d'autres dérivés du bois, par exemple grâce aux différents organismes statutaires qui assistent son Département des forêts. L'un d'eux est le « Comité assesseur pour le papier et les produits du bois » (ACPWP), qui est formé par des cadres de l'industrie du papier et du bois. D'après ce qu'affirme la page web de la FAO, le Comité « *se réunit annuellement avec le but principal de fournir assistance dans les activités et le programme de travail du Département des forêts de la FAO sur les concernant le papier et l'industrie des produits forestiers* », censément « *en faveur des efforts des pays membres dans le progrès vers le développement durable* »<sup>3</sup>.

Lors de la dernière réunion annuelle du Comité, en mai 2011, les titres des présentations ne laissent aucun doute sur le lien étroit entre la FAO et les entreprises de ce secteur industriel : « *Que peut faire de mieux l'industrie forestière (bois, cellulose et papier) pour avoir plus de succès dans la rénovation de son image dans la société civile ?* » et « *Quelles sont les trajectoires d'innovation, les nouveaux modèles d'entreprise et les alliances qui aideraient à transformer l'industrie forestière en un nouveau géant vert ?* »<sup>4</sup>

Un autre exemple de cette alliance entre la FAO et ce secteur d'activité consiste à faire des publications conjointes, comme ce fut le cas du rapport divulgué en 2008 sous le titre « *Impact de l'industrie forestière mondiale sur les gaz atmosphériques à effet de serre* », réalisé par la FAO et le Conseil international des associations forestières et papetières (ICFPA). L'objectif de l'étude était « *d'améliorer l'image de l'industrie dans les négociations internationales sur le réchauffement planétaire* »<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> <http://www.fao.org/forestry/industries/9530/en/>

<sup>4</sup> <http://www.fao.org/forestry/industries/9530/en/>

<sup>5</sup> Bulletin n° 157 du WRM ([www.wrm.org.uy](http://www.wrm.org.uy)) : Comment la FAO contribue à dissimuler les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie du bois, Chris Lang, août 2010.

## **Et les peuples de la forêt ou ceux qui dépendent d'elle, comment la définissent-ils ?**

Les peuples de la forêt, selon la FAO, sont 300 millions de personnes, et il y a en outre 1 600 millions de personnes dont la survie dépend des forêts<sup>6</sup>. Bien que la FAO stimule la participation de ces personnes à la gestion forestière aux niveaux local et régional, nous ne voyons pas que ces peuples soient représentés dans les principaux organes de l'institution. Pour eux, qui vivent dans les zones de forêts, la forêt est-elle seulement un ensemble d'arbres ?

Pour le vérifier, le WRM a produit cette année un audiovisuel (<http://www.wrm.org.uy/forests.html>) qui offre un espace pour que des habitants de la forêt de divers pays et continents, hommes et femmes, indigènes et non indigènes, puissent s'exprimer sur l'importance de la forêt dans leurs vies, et sur ce qu'elles seraient sans la forêt.

Les réponses sont très différentes de ce que la FAO essaie d' « enseigner » au monde comme la définition correcte. Ce qui frappe, c'est la tendresse et le soin avec lesquels les personnes parlent de la forêt, ce qui peut avoir un motif bien simple et bien clair, que ces personnes commentent aussi. La forêt est comme une « maison » pour elles, et leur offre tout ce qui est important pour avoir une vie de qualité, comme la nourriture, les médicaments, l'eau et un abri. À aucun moment, une plantation d'eucalyptus ou de pins ne pourrait cadrer avec les définitions larges et riches que ces gens formulent.

Et quand on leur demande ce que seraient leurs vies sans la forêt, il ressort manifestement de leurs réponses que c'est la forêt elle-même qui donne un sens à leurs vies, ce qui garantit leur survie non seulement physique, mais aussi culturelle et spirituelle.

## **Qu'est-ce qui est en jeu ?**

Il n'y a plus de doutes sur l'importance des forêts pour la conservation de la vie sur la planète. Par conséquent, dire qu'une plantation d'arbres de plus de 100 000 hectares est une forêt est une conquête géante et une énorme appropriation pour les industries de la pâte et du papier, du charbon et d'autres produits, qui poursuivent la réalisation de plantations industrielles d'arbres au Brésil, au Chili, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Thaïlande, en Indonésie et dans bien d'autres pays.

En légitimant ces plantations comme « forêts », ce secteur d'activités parvient plus aisément à convaincre les autorités et les populations que son activité assurera la récupération du milieu environnant, et qu'il créera des emplois, de la richesse et du

---

<sup>6</sup> <http://www.fao.org/forestry/fra/fra2010/fr/>,

développement. La propagande verte contribue aussi à ouvrir, pour les investisseurs et les gouvernements, les portes de constants projets d'expansion et de leur financement par les deniers publics – portes qui, en procédant d'une autre façon, seraient peut-être plus difficiles à ouvrir.

Les départements forestiers de gouvernements nationaux et les processus internationaux font aussi référence à la définition de la FAO. Par exemple, dans les conférences (CdP) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la définition de la FAO est considérée comme une référence ; ce qui signifie que, en plus des forêts naturelles, les plantations d'arbres peuvent tirer profit de la tendance à considérer les forêts comme d'importants réservoirs et puits de carbone. Ainsi s'ouvrent les portes vers davantage de subsides et davantage de bénéfices pour le secteur. Bien sûr, c'est la FAO qui a suggéré que les « forêts plantées » soient comprises dans le mécanisme REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts)<sup>7</sup>.

La définition diffuse aussi une image positive des plantations d'arbres à grande échelle dans des conférences comme celles de la Convention sur la diversité biologique, alors que tout le monde sait, y compris la FAO elle-même, que la biodiversité dans les zones de plantations est pratiquement inexistante.

La situation empire encore plus avec l'offensive de l'industrie pour introduire les plantations commerciales d'arbres transgéniques, ouvrant la voie à la possibilité que nous ayons dans peu de temps des « forêts » transgéniques à grande échelle, avec comme conséquence le risque de dégâts irréparables, voire même inconnus, dus aux caractéristiques génétiques des nombreuses espèces d'arbres naturels des forêts du monde.

Et, que penser des plantations pour la production de biomasse qui sont encouragées, principalement pour satisfaire la demande européenne, en vue d'atteindre, avant 2020, un pourcentage de 10 % de carburant « renouvelable » dans la consommation d'énergie du secteur des transports dans les pays de l'Union européenne ?

## **En route vers l'avenir**

Si la FAO est une organisation qui représente les pays et que ceux-ci ont des gouvernements qui représentent – au moins en théorie – leurs peuples respectifs, on comprend que ces peuples doivent être entendus avant que la FAO ne prenne des décisions qui auront pour eux de grandes conséquences. On pourrait penser à organiser des consultations auprès des gens qui vivent dans les forêts et en dépendent pour leur survie, pour chercher, conjointement, des formes de

---

<sup>7</sup> <http://www.fao.org/docrep/012/a1248e/a1248e00.pdf>

participation effective dans les décisions importantes de la FAO liées aux forêts. Ce serait une manière pour la FAO d'assurer son engagement de « neutralité ».

On remarque que ce n'est pas ce qui se passe actuellement bien que, dans son nouveau document de stratégie forestière pour les prochaines années, la FAO ne soit pas avare de bonnes intentions, allant même jusqu'à affirmer que « *La sylviculture concerne les personnes* »<sup>8</sup>. Malheureusement, pour l'heure, on peut seulement conclure que, pour la FAO, « la sylviculture concerne les entreprises privées ». Ceci ne changera pas si seul le secteur industriel du papier et autres dérivés du bois maintient des liens avec la FAO, et si dans son processus de prise de décisions il n'y a pas une participation effective des peuples des forêts et de ceux qui dépendent d'elles.

C'est pourquoi les peuples qui dépendent de la forêt et ceux qui y vivent, en plus d'autres entités, d'activistes et de spécialistes qui luttent pour la conservation des forêts, doivent continuer à remettre en question la FAO quant à la manière dont cet organisme, financé par de l'argent public, définit actuellement la forêt. Cette définition cause des préjudices constants dans la vie de nombreuses communautés du monde entier, et affaiblit leurs luttes pour vivre dans la dignité.

La voie que nous défendons est que la FAO commence en urgence un processus de révision de sa définition des forêts, qui inclue l'écoute des peuples qui vivent en forêt ou dépendent d'elle, et leur participation privilégiée à la construction et à la coordination du processus. Ce serait un pas fondamental et une définition importante dans le combat ardu qui vise à la conservation des forêts.

---

<sup>8</sup> <http://www.fao.org/docrep/012/a1043e/a1043e00.pdf>